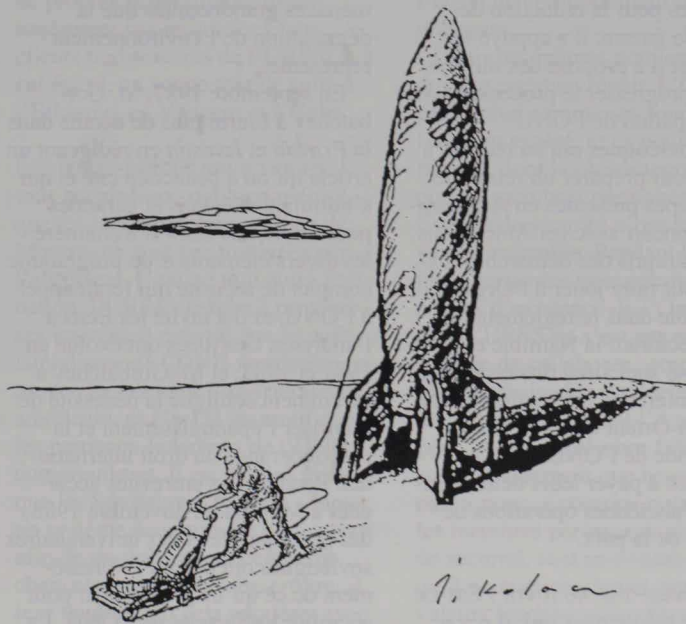


retrouvent surtout au niveau local, c'est-à-dire au niveau des municipalités, des usines, et des gouvernements régionaux. La conjoncture n'est pas encore mûre pour un déblocage majeur au niveau national, et le niveau local est plus propice à l'heure actuelle pour sensibiliser la population aux effets négatifs des dépenses militaires, notamment au niveau des emplois et des services sociaux.

Dans un premier temps, les zones libres d'armes nucléaires ont revêtu un caractère essentiellement symbolique, dans le sens où elles ont eu pour objectif de sensibiliser la population aux dangers de l'escalade nucléaire et d'exercer une pression sur les gouvernements nationaux afin qu'ils agissent en faveur du désarmement. Avec le temps, cependant, les conseils municipaux et les populations locales ont cherché de plus en plus à dresser des obstacles concrets et réels à l'implantation et au développement d'entreprises fabriquant des armes et des composants d'armes nucléaires. Certaines villes américaines, comme Chicago et Oakland par exemple, ont choisi d'interdire par règlement la production, l'entreposage, la conception et le déploiement des armes nucléaires. Différentes villes ont également adopté des politiques d'achat et d'investissement excluant les producteurs d'armes nucléaires, des règlements interdisant le transport d'armes nucléaires, et des dispositions prévoyant la reconversion éventuelle des industries fabriquant ces armes. Malgré les hésitations, les erreurs de parcours et les difficultés d'application, la réglementation ZLAN est en pleine expansion aux États-Unis. Plusieurs organisations pour la paix en ont fait leur principal point de ralliement. Elles ont la conviction que les pressions exercées sur les producteurs et le gouvernement national porteront éventuellement fruit.

Depuis 1982, environ 175 municipalités canadiennes ont adopté des résolutions ZLAN, y compris la plupart des plus grandes villes. Près des deux tiers de la population canadienne vivent maintenant dans des ZLAN. À l'exception de Vancouver, qui a franchi quelques pas timides dans cette direction, les autres municipalités n'ont pas tenté d'adopter une réglementation très élaborée et les initiatives sont largement demeurées symboliques. Pourquoi ? En partie, sans doute, parce que les pouvoirs des villes canadiennes sont plus limités que ceux des villes

américaines. Il est possible aussi que les forces politiques en faveur du désarmement soient mieux représentées au niveau national au Canada, et que la population canadienne se soit sentie moins affectée par l'escalade des dépenses militaires. Il faut ajouter que les ZLAN ont l'inconvénient de ne proposer qu'une intervention limitée vis-à-vis l'armement, en visant au premier chef l'abolition des armes nucléaires. Or, en théorie, si l'on fait exception des essais du missile de croisière, il n'y a pas d'armes nucléaires (au sens restrictif du terme) au Canada. La question revêt donc



un côté un peu abstrait. Par ailleurs, un tour d'horizon des différentes résolutions adoptées en Amérique du Nord permet de constater que plus la réglementation municipale donne lieu à des contrôles réels, plus son champ d'application est circonscrit. Les ZLAN peuvent également rendre moins évidente la nécessité d'intervenir également dans la fabrication d'armements conventionnels qui sont de plus grands consommateurs de ressources et qui ne sont pas plus inoffensifs au plan militaire.

LE MOUVEMENT POUR LA RECONVERSION s'est, pour sa part, développé suite au constat suivant : les inquiétudes quant à l'emploi et au maintien des activités économiques constituent un des principaux obstacles au désarmement et à la réduction des dépenses militaires. La reconversion apparaît donc comme un moyen de rendre les travailleurs plus sûres en les faisant participer directement à l'élaboration de plans de reconversion dans leur usines, surtout si celles-ci connaissent déjà des problèmes à cause de baisses ou de réorientations de la production

militaire. Plusieurs travailleurs savent très bien qu'une réduction des dépenses militaires signifie plus d'argent pour les services sociaux ou une production socialement utile, mais ils sont néanmoins inquiets parce qu'ils n'ont pas l'assurance de préserver leur emploi ou d'en obtenir un nouveau susceptible de combler leurs attentes. Du point de vue du mouvement syndical, la reconversion apparaît comme une solution pour atteindre un double objectif : le maintien de l'emploi et la paix. Il s'agit, en effet, de tenter de réconcilier les dépenses militaires au niveau national avec la protec-

rapports qu'entretiennent les intervenants entre eux.

L'ABSENCE D'EXPÉRIENCES PRATIQUES et de modèles concrets au Canada est un des principaux obstacles auxquels se heurte la reconversion au pays. L'idée suscite généralement l'incrédulité. C'est en grande partie pour vaincre ces résistances que plusieurs groupes soutiennent le projet de mener des expériences pilotes de reconversion dans le but d'en démontrer la faisabilité. L'approche cas par cas présente des avantages, mais aussi des inconvénients. En limitant la démarche à une seule entreprise, on simplifie grandement le processus et on accroît la capacité de dégager un consensus autour du principe de reconversion. Par contre, l'infrastructure requise pour la bonne marche d'une expérience en solo suppose la mise en place de mécanismes visant à éviter le déplacement de la production militaire vers les concurrents et elle présuppose un soutien discrétionnaire de l'État de plus grande envergure. Le coût de projets de reconversion menés dans de telles conditions peut s'avérer potentiellement élevé et rendre problématique l'élargissement à d'autres entreprises d'un secteur donné.

Il faut en outre demeurer conscient des contraintes économiques et politiques avec lesquelles toute stratégie de reconversion devrait inévitablement composer. Cette approche comporte notamment l'inconvénient de situer le débat sur le désarmement sur un terrain exclusivement économique, tout en ne posant pas clairement au préalable le problème au niveau politique.

Il est donc difficile de mettre en forme une stratégie apte à solutionner l'ensemble des questions soulevées par la fabrication d'armement, tout comme il est difficile de faire l'unité au sein des forces en présence. Il importe cependant de permettre au débat de sortir de l'impasse actuelle et nous pensons que le meilleur moyen d'y parvenir est encore de mettre sur la table des projets concrets. À cet égard, les discussions qui ont présentement lieu au Québec au sujet de la réglementation ZLAN que la ville de Montréal s'appête à soumettre à ses élus, et l'intérêt grandissant des organisations syndicales face à la reconversion, débouchent probablement sur des démarches plus concrètes à moyen terme. Souhaitons qu'elles sauront imprimer au mouvement contre la militarisation l'énergie qui lui fait présentement défaut. □